



Paul De Grauwe

Professeur d'Économie Internationale à la KUL

PROPOS RECUEILLIS PAR DIRK VANOVERBEKE

« Il règne en Flandre une mystique : il faut dépasser notre traumatisme, notre phobie »

Économiste, Paul De Grauwe, parlementaire VLD de 1991 à 2003, lance un pavé dans la mare des certitudes d'une Flandre largement convaincue d'être dans son bon droit face aux critiques internationales lui reprochant son repli et son intolérance.

Le Code du Logement flamand jugé discriminatoire par les Nations Unies ; l'affaire de Liedekerke, dont les plaines de jeux sont réservées aux seuls enfants parlant la langue de Vondel, étalée en première page de grands quotidiens américains ; le gros doigt des émissaires européens suite à la non-nomination de trois bourgmestres. Vous craignez pour l'image de la Flandre à l'étranger ?

Bien sûr. Tous ces événements détériorent notre image à l'extérieur. Nous aimerions être perçus comme une région accueillante, tolérante

et hospitalière. Ce que la presse étrangère nous renvoie, c'est exactement l'inverse.

Jusqu'ici, une majorité de voix flamandes rendaient les Francophones responsables de cette mauvaise image colportée à l'extérieur...

Ce n'est pas le cas. Ce n'est en tout cas pas l'élément déterminant de la dégradation de notre image. Et ceux qui, en Flandre, affirment qu'il s'agit surtout d'un problème de communication et qu'il suffirait de mieux expliquer notre position pour améliorer cette mauvaise perception ont tout faux. Le problème ne se situe pas à ce niveau-là.

Quel est-il alors ?

Dans une série de domaines et de réglementations, il y a des décisions que je ne peux accepter, comme citoyen flamand. Comme cette exigence de la connaissance de la lan-

gue pour acquérir un logement. C'est un point de vue que je condamne. Même si d'autres États, comme les Pays-Bas ou la province de Québec au Canada appliquent aussi ce type de mesures, même si la Flandre n'est donc pas un cas isolé dans le monde, je ne peux pas l'accepter. C'est comme ce débat insensé autour de la non-nomination des trois bourgmestres de la périphérie bruxelloise. Le fait que des bourgmestres envoient des convocations électorales dans les deux langues nationales dans des communes dont la majorité des habitants sont francophones, au nom du ciel, où est le problème ? Que l'on sanctionne ces trois bourgmestres en refusant de les nommer pour cela, ça me paraît complètement disproportionné.

Que proposez-vous ?

Je pense simplement qu'il faut revoir notre réglementation en la matière et la rendre plus tolérante.

Croyez-moi, il n'y aura plus alors le moindre problème de communication...

Il est assez piquant de constater que vous tancez la politique de Marino Keulen, libéral flamand lui aussi, initiateur du Code du Logement et qui vient de réputer comme ministre de l'Intérieur qu'il ne nommera pas les trois maïeurs incriminés.

Mais mon analyse dépasse de loin la critique de Marino Keulen. Je m'exprime comme citoyen. Et c'est tout le contexte en Flandre qui explique, vraisemblablement, que Marino Keulen ne peut pas agir différemment : il est sous la pression de nombre d'acteurs qui considèrent que la Flandre a raison, qu'elle est dans son droit, qu'elle ne peut à aucun prix transiger, concéder, etc.

Comment expliquez-vous ce positionnement ?

Il règne en Flandre une sorte de mystique, une manière plus passionnelle que rationnelle d'envisager le territoire. Elle découle d'un traumatisme qui, non sans raison, s'est installé lorsque les Francophones, dans le passé, se sont implantés en Flandre sans vouloir apprendre la langue. Mais cela, c'est le passé. On ne va pas refaire l'Histoire. Il faut aujourd'hui apprendre à vivre avec cette réalité.

Votre discours tranche avec celui qui, dans le monde politique flamand, s'arc-boute sur cette peur de l'extension de la tache d'huile francophone et sur l'importance de préserver le caractère flamand du territoire. Par rapport à ce courant dominant, depuis quelques jours, des voix s'élèvent, au Nord, pour changer de stratégie.

Je m'en réjouis, bien sûr mais je suis incapable, à l'heure actuelle, de

mesurer l'ampleur de ce mouvement. J'espère en tout cas qu'il va s'amplifier même si je crains que le combat sera difficile. Nous devons montrer nos capacités d'ouverture à l'égard des francophones comme des autres citoyens. Il faut dépasser notre traumatisme, notre phobie.

Vous avez le sentiment que la Flandre est perçue comme intolérante à l'extérieur ?

N'exagérons rien. Mais, dans mes contacts internationaux, des collègues m'interrogent sur la situation en Flandre. Je sens en tout cas que l'on se pose des questions. Pourquoi adoptons-nous cette attitude ? Ils ne comprennent pas... ■



Pour lire la version française du texte écrit par le professeur De Grauwe dans De Standaard du 19 mai, cliquez sur l'onglet « débats » puis cartes blanches.